RAPPORT DE MINORITÉ DE LA COMMISSION
chargée d'examiner l'objet suivant :

Postulat Martine Meldem et consorts
Aider d'avantage les gens du sud – une responsabilité

1. PREAMBULE

La commission s'est réunie le mardi 12 février 2019 à la salle du Bicentenaire, Place du Château 6 à Lausanne, pour examiner l'objet cité en titre.

La minorité de la Commission est représentée par Madame la députée Myriam Romano-Malagrifa et de Messieurs les députés Olivier Gfeller, Yves Paccaud, Daniel Troillet, Andreas Wüthrich et Vincent Keller.

Elle renvoie au préambule, aux positions de la postulante et du Conseil d'État ainsi qu'à la discussion générale, au rapport de la majorité.

2. POSITION DE LA MINORITÉ DE LA COMMISSION

Pour la minorité de la commission, le postulat déposé par Madame la Députée Martine Meldem permet de réfléchir plus loin que la politique actuelle en matière d'investissement dans les pays émergents. Tout comme la postulante, la minorité de la Commission fait sien le constat que chaque franc investi directement sur place permet de donner un avenir aux populations locales. Elle estime en outre que l'ampleur des fonds Vaudois sont insuffisants, elle relève qu'en comparaison intercantonale, le voisin Genevois fait plus.

Un tel postulat, accepté tel que déposé par Madame la Députée Martine Meldem et ses co-signataires, permettrait d'aller plus loin que les actions faites aujourd'hui par la FEDEVACO. Ce n'est d'ailleurs pas une position différente qui est proposée par Monsieur le Conseiller d'État qui donne en exemple, une possibilité de réponse à un événement extraordinaire, en dehors du fond de la FEDEVACO (par exemple le cas en 2014 lors d'un versement unique d'une somme de CHF 450'000.- à MSF pour lutter contre l'épidémie Ebola.)

La santé n'est pas le seul domaine dans lequel notre canton serait appelé à investir mais aussi la formation, le développement rural et l'agriculture.

La minorité de la commission estime qu'un rapport de la stratégie d'investissement à long terme dans les pays dis émergents permettrait d'asseoir une telle politique publique. Sans enlever un franc à la FEDEVACO.

La minorité de la commission estime nécessaire l'étude de l'augmentation des fonds d'investissements, raison pour laquelle demande au grand conseil d'en rester au texte initial :

Les signataires du présent postulat demandent au Conseil d'Etat d'examiner la manière d'augmenter les aides accordées aux projets d'organisation ancrées dans le canton. La création d'un fond qui accorde des contributions annuelles tout comme la hausse des montants ordinaires peut être envisagée. Dans l'esprit du développement durable, il s'agit de contribuer à un monde, où chacune et chacun a des perspectives d'avenir chez soi.

Renens, le 19 mars 2019

Le rapporteur:
(Signé) Vincent Keller